

Crise politique au Liban : mais au fait, quel bilan pour l'activisme d'Emmanuel Macron lors de l'été passé ?



L'ancien Premier ministre Saad Hariri a renoncé, jeudi, à former un gouvernement au Liban après neuf mois de tractations infructueuses. Un fiasco en partie dû aux exigences de la France, qui n'a pas abordé la situation libanaise de manière réaliste.

Avec Maya Khadra

Atlantico : L'ancien Premier ministre Saad Hariri a renoncé, jeudi, à former un gouvernement au Liban après neuf mois de tractations infructueuses. Il avait été missionné en octobre dernier pour ce faire. Rien n'a changé depuis l'an passé ?

Maya Khadra : Beaucoup de choses ont changé négativement. Depuis le premier instant où Saad Hariri a été chargé de former ce gouvernement de sauvetage, les choses n'ont pas avancé. Le changement est vers le pire. La livre libanaise est fortement dévaluée (1\$= 22.500 livres libanaises, contre 1500 il y a deux ans). Les salaires, eux, n'ont pas changé. Le coût de la vie augmente donc de plus en plus. Il y a une crise sans précédent qui s'accompagne d'une famine chez certaines classes défavorisées. Même les classes moyennes s'appauvrissent. Et la classe aisée n'a pas accès à ses comptes en banque.

Sur le plan politique, il y a un pourrissement qui devient indécent. Ils n'ont pas levé le petit doigt, après l'explosion du 4 août 2020, pour engager une enquête honnête et transparente sur les causes. Au contraire, jusqu'aujourd'hui le ministre de l'Intérieur était très défavorable à la revendication populaire de levée de l'immunité des personnes inculpées par la haute magistrature. Il persiste à refuser et entrave donc le processus judiciaire. Les personnes soupçonnées d'être coupables sont écartées voire protégées. Hariri essaie, avec le soutien de la communauté internationale, de former un gouvernement qui aurait été pour lui une aubaine afin de regagner en popularité auprès de la rue sunnite et de renflouer ses caisses. Il est depuis plusieurs années le partenaire de corruption de Gebran Bassil, le gendre du président, qui est visé par des sanctions américaines. Il sera PEUT-ÊTRE aussi visé par des sanctions européennes. On attend que le Parlement européen et Jean-Yves Le Drian dévoilent la liste des personnalités libanaises visées par des sanctions. Le président de la République Michel Aoun a voulu protéger son allié le Hezbollah qu'il voulait au gouvernement, ce que refusait la communauté internationale, et favoriser son gendre (dont il veut faire son successeur). Hariri a cherché à respecter la volonté de la communauté internationale tout en préservant ses intérêts.

A mon sens, si l'initiative française ne conduit nulle part c'est que ses exigences n'étaient pas sérieuses. Cela signifie que la France n'a pas été réaliste en abordant la situation libanaise. La France a été permissive sur beaucoup de points. Il aurait fallu que la communauté internationale désigne un Premier ministre qui n'appartenait pas à toute la clique d'hommes politiques corrompus. Avec Saad Hariri, il y a eu un retour à la case départ. C'est le plus grand fiasco de la communauté internationale et de l'initiative française.

On se souvient du déplacement d'Emmanuel Macron au Liban. Pourtant « l'impasse libanaise est en partie la faute de Macron », estime Foreign Policy. Souscrivez-vous à ce jugement ?

Emmanuel Macron a entravé les choses alors que nous étions sur la bonne voie, en particulier après l'explosion du 4 août. La visite du président Macron était difficilement critiquable car elle était très amicale. Elle a rappelé les liens séculaires entre les deux pays. Cependant, pour Emmanuel Macron c'était un coup de com'. Et vu comment Emmanuel Macron a abordé le soulèvement des Gilets jaunes, on ne s'attendait pas à ce qu'il soit très attentif aux revendications du peuple. Le président français a été dialoguer avec les responsables libanais, qu'il fustige par ailleurs avec beaucoup de mépris et de condescendance. Ce sont les mêmes qui sont hués par la rue libanaise. Le peuple libanais a très vite compris les intentions du président Macron. Il voulait stabiliser les choses, ce qui est louable, mais en faisant toujours les mêmes compromis.

On attend toujours les exigences de la France pour former un gouvernement. Elle en a le droit car elle est responsable de la conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises (Cedre) qui doit débloquer 11 milliards pour le Liban. Elle peut exiger une feuille de route. Mais la France a été molle dans sa façon d'aborder la situation. C'est ce qui

explique que Moustapha Adib, le premier candidat proposé pour le poste de Premier ministre, ait été rejeté par la rue. La France n'a fait que rater ses occasions de sauver le Liban.

Il n'y a pas eu non plus de pressions pour une enquête internationale à la suite de l'explosion du port, pour former le gouvernement ou pour trouver une solution à la problématique du Hezbollah au Liban. Le Hezbollah détourne la nourriture et les carburants pour les vendre en Syrie. On est face à un problème de souveraineté dont la France ne s'est jamais emparée. La France et l'Union européenne n'ont par ailleurs rien fait sur la question des réfugiés syriens (2 millions) qui vivent au Liban (4 millions d'habitants) et présente un danger sécuritaire, culturel et pour les infrastructures. Ils sont payés par l'UE et c'est un poids pour le peuple libanais qui ploie sous une crise terrible.

Y-a-t-il encore des choses à attendre de l'UE et de la France en particulier ?

On peut toujours s'attendre à des choses mais je suis très désillusionnée. Sur ces deux dernières années, la France et l'UE n'ont fait que promettre des choses irréalistes et irréalisables. Il y a un manque de concret dans le discours. La France n'aborde pas, par exemple, le sujet de la neutralité du Liban, sur le conflit israélo-palestinien et la Syrie par exemple. On veut que le pays soit écarté de tous les conflits du Moyen-Orient. La deuxième revendication porte sur l'enquête internationale à la suite de l'explosion du port. La France semble faire confiance à nos magistrats et nos enquêteurs, mais ces deniers n'ont rien fait. La France a aussi commis la grave erreur de faire une distinction entre branche politique et branche armée du Hezbollah. Les Américains, eux sont plus francs.

Et, encore une fois, elle ne fait rien sur la question des réfugiés. Il faut que le président de la République fasse honneur à son engagement, que son initiative aboutisse à quelque chose. Mais il n'a fait qu'entraver les choses et faire pâlir l'image de la France au Liban. Il y a une méfiance de la France et surtout du président Macron. Il faudrait aussi que la France et l'UE déploient des inspecteurs et une surveillance pour les législatives 2022. Ce sera une élection déterminante qui pourrait changer beaucoup de choses. D'ici là, un point reste à surveiller : les pourparlers de Vienne sur le nucléaire iranien. En cas de nouvel accord le Liban va se retrouver enlisée.